

Neuf parlementaires français ont écrit, jeudi dernier, au président de la République Emmanuel Macron et au ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. Ils demandent la libération du journaliste camerounais Amadou Vamoulké, ancien directeur de Cameroon Radio Television.

Arrêté le 25 juillet 2016, Amadou Vamoulké est en détention provisoire pour «détournement de fonds publics» depuis cette date. Mais son procès a déjà connu 16 renvois successifs. Une prochaine audience est prévue le 1er mars prochain devant le Tribunal criminel spécial de Yaoundé. Alain Massé, fondateur du Comité de libération d'**Amadou Vamoulké** (et ancien adjoint au directeur des affaires internationales de RFI), a peu d'espoir quant à l'issue de cette nouvelle audience.

« Aujourd'hui on est dans le cadre d'un procès où, officiellement, il n'y a aucun document à charge », nous explique Alain Massé.

Pour être précis, trois documents ont été jugés recevables : un rapport officiel complètement en faveur d'Amadou Vamoulké et deux chèques signés de la CRTV [Cameroon Radio Television] au profit du ministère des Finances.

Quand Amadou Vamoulké est arrivé, la CRTV a été rackettée par le ministère des Finances pour sa caisse des Anciens. Le prédécesseur d'Amadou Vamoulké avait accepté d'abonder une caisse pour le ministère des Finances.

Quand Amadou Vamoulké s'en est rendu compte en arrivant, il a mis fin, dès la première année, à ce racket.

Mais entre-temps, dans les premiers mois après qu'il est arrivé, il y a quand même deux chèques qui, par routine, étaient partis vers le ministère des Finances.

Sa détention est illégale, dans le sens où au début, il avait le statut d'inculpé libre, ce qui signifie qu'on n'a pas le droit de le mettre en prison jusqu'à une éventuelle condamnation. Cela fait 30 mois qu'il est en prison...

Normalement, on a neuf mois pour le juger, rappelle Alain Massé si ce n'est que « Cela fait 30 mois qu'il est en prison (et) cela fait 2 ans que le procès a commencé. »

Alain Massé a lancé une pétition. Les parlementaires français, menés par le député sans

étiquette Sébastien Nadot (récemment exclu du groupe LREM), espèrent être reçus par le ministre des Affaires étrangères pour trouver une issue diplomatique avant la prochaine audience.

Avec RFI
